

Neal B. Keating

Déforestation incessante et Insécurité foncière

Les peuples autochtones du Cambodge ont connu des périodes d'assimilation postcoloniale (dénommés Khmer Loeu, « Khmers des montagnes, petits frères » durant la période Sihanoukiste (1950-1960), de bombardements aériens américains (depuis 1965 jusqu'à la période Lon Nol), de guerre civile et de génocide (régime de Pol Pot) et, depuis la fin des années 90, une phase de développement autoritaire néolibérale (gouvernement de Hun Sen).

Des personnes âgées perçoivent le régime de Hun Sen comme étant pire que celui des régimes Khmer rouge et de Lon Nol. La différence, selon eux, est la terre. En dépit des bombes et des débâcles politiques, les forêts n'étaient pas menacées. Une vie sereine demeurerait envisageable. En 2017, tout comme au cours de la période précédente 1994-2016, cette possibilité a sérieusement diminué.

L'espoir lié au fait que la Loi foncière de 2001 associée à la Loi sur les forêts de 2005 permettraient de protéger la terre des peuples autochtones grâce aux titres des Propriétés collectives/communales (*Collective/communal land titling* - CLT) n'a cessé de s'amoinrir jusqu'en 2017. Jusqu'à présent, très peu de villages sont parvenus à obtenir un CLTⁱ.

Au même moment, l'occupation de territoires ancestraux autochtones par une multitude de développeurs ne cesse de progresser. Cet envahissement est de surcroît encouragé par les administrations provinciales en charge de la gestion des terres des communautés affectées.

Les méthodes utilisées pour déplacer les villageois et permettre l'abattage des dernières forêts cambodgiennesⁱⁱ vont de l'usage de la force au recours à la loi. Ce bref chapitre se penche sur deux cas de figure d'accaparement foncier, sachant qu'il en existe beaucoup plusⁱⁱⁱ.

Non-respect du Consentement libre, éclairé et informé

En dépit de l'opposition unanime des communautés autochtones et de maintes protestations suite à son approbation par le Conseil des ministres dix ans auparavant, le mégaprojet de développement associé au barrage Lower-Sesan II dans la province septentrionale de Stung Treng fut mis en service à la mi-2017 sous l'impulsion du gouvernement du parti du peuple cambodgien (PPC) en partenariat avec le Groupe royal des compagnies (Cambodge), la compagnie internationale Hydrolancang LTd. (Chine) et la compagnie internationale d'électricité du Vietnam Joint Stock.



Le 25 septembre 2017, le premier ministre Hun Sen inaugurait le barrage, censé produire 400 MW d'électricité une fois totalement opérationnel en 2018. Il s'agit de la plus grande centrale hydro-électrique du pays. Au cours de son élocution, le Premier ministre dénigra les infortunes des centaines de familles autochtones déplacées par le projet, ainsi que les inquiétudes des environnementalistes, sous le prétexte que le nouveau barrage allait fournir l'indépendance énergétique nationale, une composante du développement bien plus importante que la prise en compte des doléances des communautés locales eu égard aux dommages socio écologiques avérés^{iv}. L'accomplissement de l'ouvrage fut narquoisement suivi en décembre 2017 par une annonce du gouvernement stipulant la conversion de 30 000 hectares en concession foncière économique autour du barrage et son réservoir (plantation, mines, déboisement)^v

Les Bunong, SOCFIN, et le milliardaire français

En décembre 2008, à une époque où le prix du caoutchouc était élevé, les communautés bunong de la commune de Bousra, province de Mondolkiri, se réveillèrent un beau matin en découvrant que 10 000 hectares de leurs *miir*^{vi} et de leurs forêts adjacentes avaient été concédés par le gouvernement à un consortium d'entrepreneurs dirigé par la compagnie séculaire coloniale SOCFIN, désormais sous-traitante du groupe détenu par le milliardaire Vincent Bolloré^{vii}. La concession économique autorisait SOCFIN à convertir les terres bunong en plantation d'hévéas. Les Bunong n'avaient pas été informés de cette décision avant l'arrivée de bulldozers SOCFIN. Aucune tentative de consentement ni véritable dialogue ne fut envisagée entre les deux parties. Il était pourtant clair que cette tractation imposée n'allait rien apporter de bénéfique pour les sept villages de la commune concernée.

Elle allait au contraire déclencher « un désastre culturel, écologique et économique » pour la grande majorité des habitants de Bousra^{viii}. Comme il fallait s’y attendre, les villageois n’eurent de cesse de protester alors que la forêt continuait à être coupée et les terres rasées. Bien que ces manifestations prennent de l’ampleur, l’Etat et la compagnie continuèrent à les ignorer. Face à tant d’indifférence, un Bunong décidèrent de passer à un cran supérieur. Ils se dirigèrent vers le siège social de la compagnie et commencèrent à détruire les machines. Cet incident attira finalement l’attention des autorités locales comme celle de la compagnie. Le gouvernement répondit également, et entrepris un processus kafkaïen de titularisation de terres collectives tout en octroyant simultanément des titres de propriété privée aux familles intéressées. La compagnie offrit de menues compensations financières à quelques familles bunong, proposa des mesures d’échange peu attractives, et fournit aux habitants l’opportunité de se convertir en « famille hévéa ». Ils entamèrent aussi un mécanisme de négociation intitulé « comité tripartite » réunissant l’Etat, la corporation agro-industrielle et la communauté locale dans l’espoir de trouver des solutions « gagnant-gagnant » censées contenter tout le monde et pallier aux maux causés par l’accaparement foncier considéré comme « juste prix à payer ». Les réponses hétéroclites villageoises ne firent que générer des divisions entre les individus, ce qui rendit d’autant plus aléatoire, pour ne pas dire suranné, toute continuation du mouvement social collectif existant au départ. L’instauration de ces médiations « café au lait » eut pour effet d’éliminer les protestations de jadis, au caractère unifié, affirmé et volontaire. Qui plus est, ces entreprises de négociation édulcorée continuèrent, et continuent encore, à ne guère produire un quelconque embryon de satisfaction chez les Bunong.

Au-delà de cette insatisfaction deux développements imprévus surgirent : une poursuite judiciaire internationale contre SOCFIN, ainsi que la germination d’un parti politique autochtone. Le *Cambodian Indigenous Peoples Democracy Party* (CIPDP) prit corps en effet suite à l’expérience amère des Bunong de Bousra. Le parti attire désormais d’autres communautés autochtones notamment celles ayant connu, ou connaissant, de similaires déboires quant à l’inexistence de consentements libres, éclairés et suffisamment clairs suite à la spoliation de leurs terres en faveur de mégaprojets de développement. L’adhésion au CIPDP est renforcée par l’idée que le gouvernement au pouvoir n’est pas prêt à appliquer les lois qu’il a pourtant édictées.

L’affaire SOCFIN fut pour la première fois présentée à la Cour Régionale de Paris en 2015. Les plaignants poursuivent aussi en justice la compagnie associée, la Compagnie du Cambodge, dont le principal actionnaire est Vincent Bolloré, un des hommes les plus riches au monde. L’accusation contre Bolloré et la Compagnie du Cambodge cite une grave faute professionnelle assortie d’une violation des droits de l’homme intentée par sa filiale SOCFIN à Bousra. Elle revendique la rétrocession des terres à ses usagers bunong, accompagnée d’une indemnité substantielle eu égard aux dommages causés.

Selon des sources anonymes, plusieurs dépositions se sont enchaînées au cours des années 2016-2017. Environ 90 familles bunong se sont constituées partie civile. Une fois l’affaire en justice, la plupart voire même la totalité des plaignants bunong seraient appelés à témoigner contre Bolloré à Paris. Une telle entreprise aurait au moins l’avantage de causer un tort public à Bolloré. Elle impliquerait au mieux un déboire financier à la compagnie. Il va sans dire que SOCFIN poursuit à Bousra maints stratagèmes et pressions contre les plaignants afin

qu'ils abandonnent la procédure. Des ONG indigénistes ainsi que d'autres organisations d'aide - mais pas toutes - font de leur mieux pour que les plaignants persistent dans leur quête de justice. Une telle situation est relativement inédite pour les peuples autochtones cambodgiens qui n'ont guère la possibilité de recourir auprès des tribunaux cambodgiens (cooptation, absence d'autonomie). D'un autre côté, la majorité des compagnies étrangères établies au Cambodge sont originaires de pays (comme la Chine, la Malaisie, le Vietnam) ne disposant pas de tels mécanismes de gestion/responsabilité relatifs à la bonne conduite en matière de commerce international. SOCFIN, a contrario, affiche sur le net son souci de promouvoir une « agriculture tropicale responsable », contrairement à d'autres multinationales évitant soigneusement de telles revendications.

Catapultage autoritaire à l'encontre des droits des peuples autochtones

Les mesures sévères du gouvernement perpétrées contre la société civile au cours de l'année 2017 ont pris différentes tournures. Le PPC, au pouvoir depuis 35 ans, a dissout le principal parti d'opposition, le *Cambodian National Rescue Party* (CNRP), peu de temps après que ce dernier approche la moitié des votes (44%) aux élections municipales en juin 2017 pour les chefs de commune et les conseillers municipaux.

La direction du parti au pouvoir le *Cambodian Peoples Party* - CPP a emprisonné les principaux leaders CNRP et a forcé d'autres adhérents à s'exiler^{ix}. Le même parti a également accru son contrôle sur des acteurs de la société civile, y compris des ONG^x dont certains membres sont encore en prison depuis plus d'un an. Or le mouvement des peuples autochtones cambodgiens dépend, dans une large mesure, de l'intervention de plusieurs ONG afin de renforcer ses capacités d'action et développer un réseau de support. Les médias jusque-là non contrôlés par l'Etat ont pour la plupart été fermés tandis que ceux formatés par le pouvoir se sont multipliés. Le CPP a justifié le recours aux mesures de répression sous le prétexte que ces organisations « dissidentes » endommageaient l'unité politique du pays de l'intérieur tout en fomentant de l'extérieur une « révolution des couleurs », semblable à celle des pays d'Afrique du nord (soutenu par les pays occidentaux, Etats-Unis d'Amérique en tête). Les effets rhétoriques de ces allégations ont pour objet de promouvoir un sentiment d'unité ineffable promouvant l'à-propos fusionnel entre le CPP et le gouvernement national. Les deux sont inextricablement mêlés. La stabilité du second dépend de sa mainmise par le premier. Le pays risque de connaître une nouvelle guerre civile si jamais le premier ministre Hun Sen ne détient plus les rennes inconditionnels du pouvoir. Les paroles réfractaires, depuis celles de nombreux cambodgiens jusqu'à celles d'agences internationales à l'instar des Nations Unies, perçoivent le CPP comme un organe politique agissant à la solde du premier ministre et de ses sbires. La fonction majeure du CPP consiste en sa maintenance au pouvoir afin d'empêcher l'émergence d'un authentique système multipartite. De nombreux observateurs occidentaux font remarquer avec force qu'avec la dissolution de toute forme d'opposition politique véritable après les élections nationales de 2017, les vaines tentatives d'importer la démocratie « made in the West » depuis le début des années 1990 aboutissent à un échec cuisant. Inspiré par d'inlassables tactiques classiques de captation du pouvoir détenu en exclusivité par « l'homme fort » du pays, ce dernier - Hun Sen - est parvenu à imposer la doctrine du parti unique, alimenté par

trois de décennies de patronage, lui-même maintenu par un réseau d'élites disciplinés ayant la mainmise sur l'exécutif, le judiciaire et le législatif^{xi}. De son côté, la Chine, de loin le principal donateur au Cambodge, conçoit les choses d'une autre manière et va jusqu'à encourager les prises de position du parti au pouvoir, tout en prodiguant au pays aides et investissements conséquents^{xii}.

Ceci dit, il convient de ne pas oublier qu'entre 2007 et 2017 le pluralisme politique gagna sensiblement du terrain au Cambodge. En 2017, cet horizon multipartiste s'étendait aux populations autochtones et à d'autres secteurs traditionnellement vulnérables de la société. En dépit de l'accaparement violent des terres autochtones à des fins commerciales et spéculatives au cours de cette même période, les peuples autochtones ont indéniablement acquis et renforcé leur prédisposition à se défendre, à contester différentes formes d'expropriation, même si leur capacité à stopper définitivement et physiquement la saisie de leur terre reste extrêmement limitée.

En 2015, des militants autochtones enregistrèrent et lancèrent le CIPDP. Un de ses objectifs principaux et de stopper, tout au moins ralentir, l'accaparement incontrôlé des terres habitables et cultivables, ainsi que la déforestation.

En 2017, le CIPDP rallia plus de 100 candidats autochtones en vue d'occuper des postes politiques administratifs susceptibles de participer aux processus de décision^{xiii}. Une telle opiniâtreté témoigne d'une avancée significative, même si la plupart de ces candidats ne furent pas élus. En comparaison, les élections furent encourageantes pour le CNRP qui frôla la victoire, à tel point que le résultat prometteur tira la sonnette d'alarme de son concurrent le CPP qui se décida à éradiquer son rival de crainte que ce dernier n'emporte les prochaines élections parlementaires de 2018. Bien que ni le CPP ni le CNRP ne soient d'ardents défenseurs des droits des peuples autochtones, la montée de l'opposition contribua toutefois à favoriser l'émergence d'un espace public à travers duquel l'existence du CIPDP pouvait se concrétiser, tout comme celui d'autres partis populaires naissants.

Une des personnes les plus reconnues qui n'eut de cesse de plaider en faveur de l'élargissement de ce nouvel espace public fut sans aucun doute Kem Ley, un activiste politiste national et philosophe considérablement respecté, assassiné en juillet 2017^{xiv}. Par ailleurs, bien qu'il ne soit pas clair pourquoi le CPP ne mit pas d'entraves à la constitution du CIPDP et d'autres partis mineurs au moment où il cherchait à en finir par tous les moyens avec le CNRP, tout laisse à penser que ces petits partis ne challengent justement aucunement la suprématie du CPP. En outre, le fait que le gouvernement, via le CPP, autorise et même encourage le déploiement de ces petits partis peut se comprendre comme une stratégie des dirigeants aimant à montrer au monde que le Royaume du Cambodge reste attaché à la démocratie et au multiculturalisme. D'un autre côté, les aspirations des communautés autochtones à vivre dans la dignité, sans être déchus de leurs droits ancestraux et de leurs terres peuvent encore entraîner les politiques cambodgiennes vers des chemins non balisés et imprévus. L'histoire est loin d'être finie.

ⁱ En dépit des lois qui interdisent la coupe incontrôlée des forêts cambodgiennes, l'administration CPP a une longue histoire de complicité avec l'industrie illégale du bois au sein de laquelle Hun Sen et sa famille sont directement impliqués (Global Witness 2016). <https://www.globalwitness.org/en/reports/hostile-takeover/>

ⁱⁱ Voir: Ian G. Baird (2009). *Best Practices in Compensation and Resettlement for Large Dams: The Case of the Planned Lower Sesan 2 Hydropower Development in Northeastern Cambodia*. The Rivers Coalition in Cambodia; 3S Rivers Protection Network (<http://www.3spn.org/>); International Rivers (<http://www.internationalrivers.org/resources/3s-rivers-under-threat-7686>).

ⁱⁱⁱ Voir Frédéric Bourdier (2017), *Vis et vicissitudes d'un accaparement de terres au Cambodge: le cas de la compagnie vietnamienne Hoang Anh Gia Lai dans la province septentrionale de Ratanakiri*, <http://gitpa.org/Qui-sommes-nous-GITPA-100/ACTU/lettreCambodgeratanakiri.htm>

^{iv} Voir: <http://www.khmertimeskh.com/5097362/sesan-dam-gets-land-concession/>

^v Des villages ont été totalement submergés: <https://www.internationalrivers.org/resources/press-release-cambodian-village-now-fully-submerged-by-lowersesam-2-dam-16650>

^{vi} Les *miir* sont les champs d'essartage chez les Bunong.

^{vii} Les pratiques à l'encontre des droits de l'homme de SOCFIN ont été soulignées au Cameroun, au Liberia et en Côte d'Ivoire, en sus du Cambodge. Depuis 2015, les actionnaires corporatistes ont été sujets de multiples embarras publics suite à l'action coordonnée de protestations organisées par les communautés affectées et deux ONG, Grain et ReAct. <https://news.mongabay.com/2015/06/coordinated-protests-hitsocfin-plantations-in-four-countries/>

^{viii} Ce fut présenté de la sorte lors des premières comparutions devant la cour intentées par Fiodor Rilov, l'avocat français porte-parole de la société civile bunong (information fournie à l'auteur par Rilov).

^{ix} Il a également éliminé d'autres petits partis politiques nationalement reconnus. Curieusement, le parti CIPDP n'a jamais été menacé.

^x Par exemple le *Cambodia Center for Human Rights* (CCHR) est la dernière ONG des droits de l'homme à être menacée de fermeture (novembre 2017).

<http://www.phnompenhpost.com/national-politics/breaking-pm-says-prominent-human-rights-ngo-must-close>

^{xi} Nombreuses sont les sources démontrant la tendance autoritaire déployée par Hun Sen. Le politologue Kheang Un l'intitule comme relevant de "l'autoritarisme développemental" en 2013 ("Cambodian 2012: Towards Developmental Authoritarianism?" *Southeast Asian Affairs* 2013:73-86). Le journaliste Sebastian Strangio en a aussi fait la chronique au cours des dernières années, <http://www.sebastianstrangio.com>

^{xii} Au fur et à mesure que les pays occidentaux intensifient leurs critiques contre l'autoritarisme grandissant de Hun Sen (et menacent de mettre un frein aux soutiens en direction du Cambodge), l'aide inconditionnelle de la Chine continue. Voir : <https://www.reuters.com/article/us-cambodia-china-politics/cambodian-pm-leaves-for-china-to-see-more-aid-idUSKBN1DT0H3>

^{xiii} Information rapportée par un membre du CIPD.

^{xiv} Kem Ley était un allié cambodgien, charismatique, des populations autochtones, des petits paysans, des travailleurs du textile (600 000) et des communautés lesbiennes, gays et transsexuelles. Il créa un petit parti populaire qui inspira à son tour l'émergence de nouveaux partis, y compris le CIPDP. Les circonstances de sa mort suggèrent fortement que son assassinat fut politiquement motivé. La procession publique lors de ses funérailles attira des dizaines de milliers de sympathisants. <https://www.theguardian.com/world/2016/jul/24/cambodians-funeral-procession-kem-ley-murdered-government-critic>

Neal B. Keating est anthropologue et professeur au collège à Brockport, Université d'Etat de New York.

Source : IWGIA, *Indigenous World 2018*
Traduction pour le GITPA par **Frédéric Bourdier**
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie